

★ QUI SOMMES-NOUS ? ★

Nous nous reconnaissons dans les combats et le programme de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de son porte-parole Olivier Besancenot.

Nous nous battons pour un changement radical de la société. Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même.

Le capitalisme impose sa barbarie guerrière partout dans le monde,

la démocratie parlementaire n'est qu'une coquille vide sans le moindre contrôle direct de la population, une réelle égalité homme-femme reste encore à gagner et la planète ressemble de plus en plus à une déchetterie industrielle.

Face à cela, nous ne pouvons pas compter sur ceux qui en sont les responsables, ceux qui inlassablement nous répètent que nous vivons dans le meilleur des mondes.

Nous préférons compter sur l'émergence collective de la population, des jeunes, des travailleurs sur la scène politique.

Il nous faut imposer une réelle démocratie, synonyme de contrôle mais aussi de nouveaux rapports économiques basés sur le partage du travail et des richesses.

Une seule solution pour échapper à la barbarie : la Révolution !

CARTON ROUGE!

n° 6 - oct. 06

Bulletin des jeunes de la Ligue Communiste Révolutionnaire de Nantes

A qui profite le crime ?

Qui a dit que la liberté de la presse est une notion acquise ? Il n'y a pas qu'en Turquie, en Afghanistan ou en Algérie qu'on assassine des journalistes. Dans la proche Russie aussi on tue ceux qui pourraient déranger.

Oui mais voilà ; il semble que le traitement infligé aux pays « étouffeurs d'opposition » ne soit pas le même partout.

Lorsqu'il s'agit d'aller fusil à la main, « libérer » le peuple afghan ou irakien de dictateurs qui, entre autres, fusillent l'opposition (journalistes compris), aucun gouvernement¹ ou média ne se pose la question du bien fondé de cette démarche de « démocratisation ».

En revanche, il est politiquement incorrect de mettre sur le même plan le grand pays ami qu'est la Russie de Poutine.

Pourtant, c'est ce même pays aux allures démocratiques qui a fait assassiner la journaliste Anna Politkovskaïa. Qu'est-ce que l'on reprochait à cette journaliste ? On lui reprochait d'avoir fait son travail en interviewant soldats russes et résistants tchéchènes pour montrer l'horrible réalité de cette sale guerre pour le pétrole qui a tué plus de 10% de la population.

Alors pourquoi cette différence de traitement ? Quelle logique à cela ?



Nous ne sommes pas dupes, nous savons bien qu'il ne s'agit que d'un prétexte moral à l'impérialisme occidental qui vise exclusivement des intérêts économiques (particulièrement les ressources énergétiques). Il n'est qu'à voir la situation actuelle dans laquelle se trouvent Irak et Afghanistan après l'intervention occidentale. Ni démocratie, ni liberté ne sont au rendez-vous, mais rassurez-vous, les trusts sont bien là pour piller les richesses naturelles de ces pays.

Les gouvernements, média dominants et trusts n'en ont que faire de la démocratie et de la liberté, l'essentiel est que le profit soit là. Et c'est ainsi avec la Russie, du moment que l'on fait du bon « business » avec les russes, tout le reste n'a, finalement, aucune importance.

C'est sans aucun doute la raison pour laquelle au lieu de le réprimander, on préfère honorer le très démocrate président Poutine en lui offrant la Légion d'Honneur des mains de notre cher président.

E
D
I
T
O

¹ Le gouvernement français compris qui, s'il n'a pas approuvé l'intervention militaire en Irak, légitime l'occupation militaire notamment en recevant les marionnettes irakiennes contrôlées par Washington



Pour prendre contact avec les jeunes de la LCR 44

NOM :

PRENOM :

Adresse :

Téléphone :

e-M@il :

Tu peux soit donner ce coupon à un militant, soit l'envoyer à cette adresse : LCR 44 / 17 rue Paul Bellamy; 44000 Nantes, ou bien alors nous envoyer un email à lcrnantes@yahoo.fr

site internet local : lcr44.free.fr

site internet national : www.lcr-rouge.org

Non à la privatisation de Gaz de France ! Nos vies valent plus que leurs profits !

Le mois dernier a commencé le débat, à l'Assemblée nationale, sur la fusion de Gaz de France, entreprise encore majoritairement publique, avec Suez, entreprise privée. L'enjeu du débat est la privatisation totale de Gaz de France. La gauche a déposé 137000 amendements. Cette bataille de procédure - qui a d'ailleurs été abandonnée depuis - n'est pas à la hauteur des enjeux. Se battre contre la privatisation de Gaz de France, c'est se battre contre la politique libérale soumise aux intérêts du patronat et des gros actionnaires. C'est cette politique que tous les gouvernements de droite et de gauche ont mise en oeuvre depuis 25 ans, qu'il faut mettre en échec.

LA POLITIQUE DU PASSAGE EN FORCE

Devant le mécontentement et l'inquiétude que soulevait le projet de privatisation de Villepin, il avait dû reculer au printemps dernier. Sa propre majorité refusait de se laisser convaincre et de le voter. En cette rentrée, Villepin repasse à l'attaque en espérant, ou forcer la main à ses propres députés, malgré les multiples critiques, ou, prendre prétexte de la bataille d'obstruction de la gauche parlementaire pour se passer du vote de l'Assemblée, en appliquant une procédure expéditive, le 49-3. Il refuse de prendre acte du vote organisé par la CGT auprès du personnel de Gaz de France qui est un désaveu massif (90%) de son projet. Il refuse d'entendre les manifestants (50000 le 14 octobre dernier). Trop content d'avoir sauvé sa place après le succès du mouvement contre le CPE, il voudrait, une nouvelle fois, affirmer son autorité. Il ne fait qu'accroître le mécontentement.

LA CONCURRENCE = REcul SOCIAL

Pour justifier leur projet, gouvernement et patronat nous expliquent que la concurrence, c'est tout gain pour le consommateur. La concurrence ferait baisser les prix. Faux, mensonge. C'est l'inverse qui se passe. Depuis que le processus de privatisation est engagé, les prix n'ont cessé d'augmenter. En 2005, plus de 20% ! Les bénéfices ont augmenté de 6% et les dividendes versés aux actionnaires de 60% ! La hausse des prix va continuer pour permettre de convaincre les actionnaires que la fusion est une bonne opération financière. Les intérêts des



usagers comme ceux des travailleurs sont sacrifiés à ceux des détenteurs de capitaux. Et quand on nous dit qu'il faudrait préserver l'indépendance énergétique du pays, on se paye notre tête. La meilleure façon de préserver cette indépendance n'était-elle pas de maintenir un groupe public, GDFEDF, d'en faire un véritable pôle énergétique indépendant, justement, des intérêts privés ? La réponse s'impose !

DEFENDRE NOS DROITS

La privatisation de Gaz de France n'a qu'un but: offrir les profits que dégage le groupe (1,75 milliards d'euros) aux actionnaires au détriment des salariés et des usagers. Elle résume et symbolise le fond de la politique gouvernementale, politique mise en oeuvre avec la bénédiction de Bruxelles et des gouvernements de l'Europe capitaliste. C'est bien à cette Europe que le 29 mai 2005, une majorité de la population a dit non en rejetant la politique libérale menée par la droite ou celle, social-libérale, que défend le Parti socialiste. C'est ensemble que droite et gauche, Chirac et Jospin, avaient décidé avec les autres gouvernements européens, à Lisbonne, d'ouvrir au marché et à la concurrence le secteur de l'énergie pour 2007.

En cette rentrée, le gouvernement et le patronat veulent reprendre l'offensive. Face à cela, il y a urgence à leur faire comprendre que nous ne les laisserons pas faire. Avec les salariés de GDF, les travailleurs combattent cette privatisation, comme ils défendent l'ensemble de leurs droits.

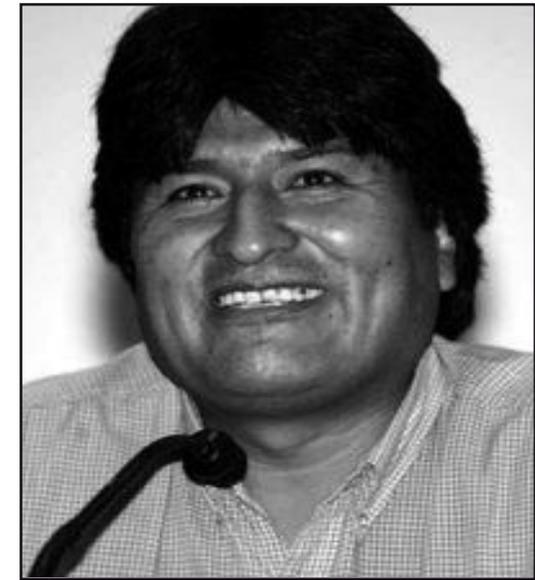
BOLIVIE Vers la nationalisation des mines

Confronté à un soulèvement des coopératives et aux attaques de la droite, le président bolivien, Evo Morales, a annoncé la nationalisation des mines. Mais son gouvernement peine à imposer ses réformes.

Le 15 octobre, le président bolivien, Evo Morales, a annoncé la nationalisation de l'ensemble du secteur minier, dont les modalités seront présentées le 31 octobre. Cette décision historique est la conséquence directe de la tragédie de Huanuni (les 5 et 6 octobre), au cours de laquelle les mineurs d'une coopérative ont tenté de prendre d'assaut la mine publique du Cerro Posokoni, laissant derrière eux un sombre bilan de seize morts et 81 blessés.

Huanuni constitue la première «page noire» du gouvernement d'Evo Morales qui, tout en devant faire face aux tensions permanentes générées par la droite, se voit peu à peu confronté à des conflits sociaux émergeant depuis «son propre camp». Parmi eux, le mouvement mineur coopérativiste, allié au Mouvement vers le socialisme (MAS) depuis 2005, en constant essor depuis 1985, date à laquelle la fermeture d'une grande partie des mines d'État fut le point de départ d'une série de mesures marquant la conversion de la Bolivie au néolibéralisme. Avec l'augmentation des prix des minerais, cependant, le coopérativisme se convertit progressivement en un juteux négoce, qui ne tarda pas à donner naissance à une véritable «aristocratie» cherchant à accaparer les mines publiques en les prenant d'assaut, comme ce fut le cas les 5 et 6 octobre.

Les poids politique et démographique des coopérativistes ont suscité l'alliance avec le MAS. Cependant, leur attitude se cantonna, au gouvernement, à une posture de défense aveugle de leur secteur, contradictoire avec le projet nationaliste de Morales : ainsi, au cours de son mandat, le ministre des Mines, le coopérativiste Walter Villarroel, freina toute réactivation concrète du secteur public, et alla jusqu'à imputer la responsabilité de la crise de Huanuni aux mineurs salariés.



Evo Morales, président de la Bolivie

La rupture, dès le 6 octobre, de l'alliance avec les coopérativistes et la destitution de Villarroel ont imposé un brutal changement de cap. L'annonce de la nationalisation des mines pourrait ainsi redorer le blason du gouvernement, qui fait face au blocage du processus de nationalisation des hydrocarbures, à une Assemblée constituante qui n'avance guère dans ses travaux, ainsi qu'à la multiplication de fronts d'opposition, comme les grèves à répétition du secteur des transports qui, ces derniers jours, n'ont cessé d'alimenter des rumeurs de coup d'État.

Rumeurs qui, pour l'instant, paraissent tenir du fantasme : la droite semble toujours aussi désorganisée qu'au lendemain de sa déroute électorale de décembre 2005, tandis que les forces armées n'affichent aucun signe d'agitation particulière. En revanche, ces rumeurs sont bien le symbole d'un gouvernement dont la popularité connaît une érosion rapide, notamment en raison de la difficulté, bien réelle, à donner un caractère concret au projet nationaliste de transformation sociale qu'il entend mener, au-delà des discours.

De La Paz, Hervé Do Alto